

Décroissance ou barbarie

Paul Ariès

Politologue, Directeur du nouveau journal d'analyse politique le Sarkophage

Rédacteur au journal La décroissance, co-organisateur du contre-Grenelle de l'environnement

Selon ses partisans, l'objection de croissance est fondée sur la faillite des grandes idéologies productivistes (de droite comme de gauche) responsables de « la domination des uns sur les autres et de tous sur la planète » ainsi que sur la perception de la globalisation des enjeux. Les objecteurs de croissance ne se veulent donc pas de doux rêveurs nostalgiques d'un âge d'or ni des professeurs « foldingue » se complaisant dans l'annonce imminente de la fin du monde : ils invitent à cesser de nier ce que nous savons mais que notre imaginaire oblige à refouler.

Premier constat : 20 % des humains (dont nous sommes) s'approprient 86 % des ressources humaines. Cette situation n'est pas conforme à nos propres valeurs comme l'égalité ou la fraternité mais elle ne serait pas si grave si nous pouvions encore croire en un rattrapage possible, c'est-à-dire à une augmentation sans fin du PIB et ceci au niveau planétaire. On sait cependant que notre mode de vie occidental n'est tout simplement pas généralisable. Second constat : si six milliards d'humains vivaient comme nous une planète Terre ne suffirait pas : il en faudrait trois avec les standards de vie français et six avec ceux des étasuniens.

Comment pourrions-nous préserver ce mode de vie que Bush qualifie de non négociable à l'heure où un milliard et demi de jeunes communient, pour la première fois de l'histoire de l'humanité dans les mêmes marques, les mêmes publicités, les mêmes désirs et produits ? Comment les gouvernements et agences internationales sauront-ils inventer des alternatives alors que désormais le temps de la nature va beaucoup plus vite que le temps du politique ?

Les scientifiques s'accordent pour dire que la Terre ne peut absorber chaque année plus de trois milliards de tonnes d'équivalent carbone or nous en émettons environ 6,7 milliards. Le calcul est simple : 3 milliards de TEC pour 6 milliards d'humains, cela donne 500 kg par personne et par an (soit l'équivalent d'un vol en avion aller/retour Paris/New York ou 5000 kilomètres par an en voiture ou le tiers de la construction d'une petite voiture). Si nous dépassons ces 500 kg d'équivalent carbone nous prenons sur la part des plus faibles (et notamment de ceux qui n'ont pas encore la parole c'est à dire les générations futures). Face à l'ampleur du changement nécessaire, la solution ne peut être de faire la même chose en moins. Ce qui est à l'ordre du jour est l'invention d'une façon totalement inédite de faire société.

La décroissance se veut donc d'abord un « mot-obus » pour pulvériser l'idéologie dominante. On sait que l'idéologie du développement est née aux lendemains de la seconde guerre mondiale (Point IV du programme du Président américain Truman) comme une solution pour empêcher que les peuples ne basculent dans le communisme ou le tiers-mondisme. On sait moins que l'idéologie du développement durable est née dans le contexte de l'effondrement du bloc du socialiste réellement existant et de la victoire de la révolution conservatrice mondiale. La décroissance est, à ce titre, une pensée sur la crête qui peut déboucher sur le meilleur

comme sur le pire : elle recycle, incontestablement, une part de l'imaginaire humaniste, républicain et socialiste mais aussi des thèmes plus spécifiques aux idéologies de la décadence. Peut-elle aider à développer une pensée et des pratiques non violentes ?

Une crise de civilisation

Les objecteurs de croissance ne sont pas des écologistes plus « durs » ni même d'abord des écologistes : ils tentent plutôt de penser la simultanéité des crises qui affectent l'humanité (crise environnementale, sociale, politique, de la symbolique, institutionnelle, humaine etc). La crise écologique se caractérise autant par l'érosion de la biodiversité, la pollution de l'eau, de l'air, des sols, la disparition programmée de l'énergie et des ressources bon marché (nous avons consommé en un siècle 900 milliards de barils sur les 2 à 3000 que la Terre a généré), l'accès à l'eau potable (diminution d'un tiers par habitant d'ici vingt ans) que par les risques d'emballage climatique (si les puits deviennent des sources : toundra, océans, etc). Cette violence faite à la nature est naturellement à mettre en relation avec la violence inter-humaine. Non pas qu'il faille respecter d'hypothétiques lois naturelles (ou divines) mais ne sont-ce pas, pour partie, les mêmes mécanismes qui fondent machisme, racisme, génocide et écocide ?

La crise sociale est à ce titre autant l'explosion des inégalités sociales (les trois familles les plus riches ont un revenu supérieur au PIB des 48 pays les plus pauvres tandis que 4 % de la richesse des 225 plus riches permettraient de couvrir l'ensemble des besoins vitaux) que la casse des identités collectives puis individuelles (avec la mort du sujet kantien et freudien). Le capitalisme, comme sans doute tout système hyper-productiviste, ne peut connaître que des individus sans « épaisseur sociologique », que des humains toujours plus interchangeables... Cette logique qui tend à faire du même s'en prend à la « fabrique de l'humain » (par la désymbolisation et la désinstitutionnalisation) ce qui aboutit à refuser les plus faibles d'entre nous mais aussi la part faible de chacun (avec le refus d'être malade, de vieillir ou de mourir). L'humanité risque au 21^e siècle de renouer avec un point de vue inégalitaire dominant sur l'humanité dans un contexte où cette violence symbolique prendrait appui sur la technoscience : au moment où tant d'experts évoquent un risque d'éclatement de l'espèce humaine du fait des inégalités croissantes en matière d'espérance de vie et de qualité sanitaire, les apôtres du système rêvent, euc, d'une « cyborgisation » ouvrant le passage à une transhumanité... Comment cette accélération de l'histoire pourrait-elle ne pas être génératrice de violences ? On sait que le politique est affaire de temporalité longue et lente (maturation des projets..). Pour la première fois de l'histoire le temps de la nature va plus vite que le temps du politique. Cette crise politique se voit d'abord dans la disparition des grands idéaux, dans le recul de la citoyenneté, dans le décalage entre les élites et le peuple dont témoignent les rejets des référendums européens mais aussi par le risque pour la démocratie que fait peser la crise écologique mondiale car, comme le redoute Hubert Védrine, on peut craindre que les peuples s'en remettent à des pouvoirs forts dans l'espoir totalement vain de sauver leur mode de vie. La crise de la personne humaine expliquerait autant l'explosion de l'obésité considérée comme emblématique d'une société qui fonctionne sur la logique de la dévoration du monde (avec des marques commerciales fonctionnant comme des béquilles identitaires pour des individus en souffrance) que le développement des pathologies mentales (un jeune sur sept). Les limites à la croissance ne seraient pas d'abord physiques mais humaines : jusqu'où aller sans péter les plombs c'est-à-dire sans sombrer dans un « enfer climatisé » (Henry Miller).

Renouer avec le sens des limites

Les objecteurs de croissance ne se veulent donc pas partisans d'une décroissance économique faute de mieux : ce n'est pas parce qu'il y a urgence environnementale qu'ils souhaitent en finir avec le productivisme. Même si une croissance économique infinie était physiquement possible ce serait, selon eux, une raison suffisante de la refuser afin de pouvoir rester tout simplement des humains. Notre société a totalement sombré dans la démesure considérée comme la faute suprême par les Grecs anciens. Nous avons perdu la capacité à nous donner des limites car la dictature économique (idée que plus serait égal à mieux) a réveillé, en chacun et en tous, les fantasmes les plus archaïques (culte de la toute-puissance, idée d'un monde sans limites, etc). Un individu incapable de se donner des limites va nécessairement les chercher dans le réel : développement des conduites à risque, toxicomanies, suicides des plus faibles, etc. Une société incapable de se donner des limites va aussi les chercher dans le réel : épuisement des ressources, réchauffement planétaire, explosion des inégalités sociales, etc.

La seule alternative à la violence économique consiste donc à renouer, collectivement et individuellement, avec notre finitude, avec la lenteur et, déjà, avec le sens des limites. Cela ne peut se faire que par la primauté du culturel sur l'économique mais aussi par un retour au politique et à la loi. Les objecteurs de croissance revendiquent donc parallèlement décroissance économique et croissance institutionnelle, ce qu'il condense dans leur slogan « moins de biens, plus de liens ». Alors que toutes les autres sociétés consacrent une part essentielle de leur temps et de leurs ressources à créer du lien social (rituels collectifs), nous sommes la première société à envisager la « fabrique de l'humain » comme un sous-produit de la production des richesses : nous pensons résoudre les problèmes d'éducation par la généralisation de l'informatique et ceux de communication dans les familles par l'explosion des téléphones portables et autres technologies.

Ce que la décroissance n'est pas

La décroissance n'est pas le mythe de l'âge d'or car aucun retour au passé n'est jamais possible. Croire que la société d'après la voiture serait le retour aux calèches, c'est comme croire qu'un individu qui subit une régression en âge redeviendrait un enfant alors qu'il n'est qu'un malade. La décroissance n'est pas davantage l'équivalent du développement durable. Les objecteurs de croissance dénoncent « le développement durable à la Nicolas Hulot » qui ne serait qu'une façon de « polluer un peu moins pour polluer plus longtemps » mais plus encore le développement durable à la Claude Allègre et à la Laurence Parisot. L'ex-ministre socialiste invite à passer d'une écologie culpabilisatrice et dénonciatrice à une écologie réparatrice tandis que la dirigeant du Medef considère que si « un peu de croissance pollue, beaucoup dépollue ». Les objecteurs de croissance prennent très au sérieux ce capitalisme vert : généralisation des techniques artificielles de modification du climat, création d'un immense bouclier artificiel autour de la Terre pour la protéger des rayons du Soleil, projet de couvrir 3 % de la surface du globe pour contrebalancer le doublement des émissions de CO₂, projet de répandre un million de tonnes de poussières d'aluminium et de soufre dans l'atmosphère afin de faire baisser la température terrestre, arbres OGM mangeurs de CO₂, etc. Si le développement durable n'est pas un concept scientifique, il peut en revanche nourrir des pratiques qui pourraient conduire à un véritable désespècement de l'humanité (avec une véritable scission au sein du genre humain en raison de conditions sanitaires et d'espérance de vie tellement différentes comme le redoute notamment le ministre brésilien de la santé). Jamais on n'a autant écrit sur la possibilité d'aller vers des transhumains (cyborgisation). La décroissance n'est certes pas davantage un concept scientifique mais elle peut aider, en décolonisant notre imaginaire, à rouvrir le champ des possibles, y compris théoriques.

Ce que la décroissance pourrait être

Le succès médiatique et militant du terme de décroissance atteste que le monde est à la recherche de nouveaux signifiants car pour oser se révolter, penser ou rêver, il faut des mots. Ceux des grands combats passés ont été dénaturés par les tragédies du vingtième siècle.

La décroissance tente aujourd'hui d'articuler trois niveaux de résistance.

La simplicité volontaire : elle peut être définie comme la volonté de vivre au maximum en conformité avec ses valeurs c'est à dire sans nuire aux plus pauvres et aux générations futures. Ce choix ne va pas de soi car le peuple de gauche a longtemps reporté aux lendemains du grand soir les changements de mode de vie or comme ils se sont révélées être des « petits matins » blêmes, le « mode de vie capitaliste » a continué à se généraliser dans la société. Pour certains cela passe par le refus de tel objet ou le choix de travailler beaucoup moins. Les objecteurs de croissance dénoncent cependant le risque qu'il y aurait à jouer à « plus décroissant que moi tu meurs » et à se vouloir les nouveaux « parfaits » en passant d'une posture politique à une posture moralisatrice ou religieuse.

Les expérimentations collectives : les objecteurs de croissance invitent à développer dans les franges, les marges ou même au cœur de la cité d'autres façons de faire société (coopératives de production, de distribution, de consommation, presses ou pédagogies alternatives, etc). Ce niveau est considéré comme vital mais insuffisant car le capitalisme a déjà fait la preuve de sa capacité à digérer des formes de résistance (mouvement coopératif, commerce équitable, etc).

L'ébauche d'un projet politique : une fraction des objecteurs de croissance se reconnaît dans un nouveau paradigme, celui de la gratuité de l'usage et du renchérissement du mésusage.

La gratuité : Interdit majeur de l'hyper-capitalisme

Toute société se structure toujours autour d'un tabou (Interdit) majeur. La monarchie a connu le caractère divin (intouchable) du Roi... Cela a relativement bien fonctionné au regard du peu de régicide. Le capitalisme s'est fondé sur le respect de la propriété privée... Cela marche de moins en moins bien au regard de l'état de la planète. L'hyper-capitalisme est fondé sur le refus de toute gratuité. Là où le capitalisme traditionnel a toujours toléré un secteur gratuit qu'il soit confessionnel ou public, l'hyper-capitalisme développe une politique de la « gratuité zéro ». L'idée de base est donc de défendre et d'étendre cette sphère de la gratuité. Condition pour concilier les contraintes environnementales et le souci de justice sociale mais aussi pour rendre tout projet de décroissance désirable (et pas seulement contraignant).

Les objecteurs de croissance prônent donc un revenu universel accolé à un revenu maximal. Ce droit est fondé sur la reconnaissance du fait que nous héritons tous de la civilisation. Cette indépendance financière est indispensable pour passer des droits formels aux droits réels et poursuivre ainsi le mouvement d'émancipation notamment des femmes et des plus jeunes. Cette indépendance est, en outre, la condition même de la décroissance économique, car aucun individu n'acceptera de diminuer ses activités rémunératrices si la société ne lui assure pas, en échange, une sécurité matérielle (la force du capitalisme est d'insécuriser). Ce choix du revenu d'existence inconditionnel est donc paradoxalement aussi celui d'une société fondée sur l'auto-limitation des besoins comme condition première de l'autonomie. Ce revenu d'existence pourrait être versé en partie en droits de tirage sur des services publics ou des biens communs voire sous forme de monnaie locale afin de favoriser la relocalisation. Ce

revenu d'existence est inséparable d'un revenu maximal autorisé. Là où Sarkozy prône, avec la notion de bouclier fiscal, de ne pas redistribuer une partie des revenus au-dessus d'un certain plafond, les objecteurs de croissance entendent financer la gratuité de l'usage par un revenu maximal autorisé.

« Gratuité de l'usage »

Cette gratuité de l'usage n'ira pas sans demi-mesures : biens totalement gratuits, biens semi-gratuits (tarifs faibles), biens gratuits sous condition (de niveau de consommation, de type d'usage), etc. Ce choix est celui de la socialisation : non seulement contre l'économie de marché mais aussi contre l'économie fondée sur la réciprocité (les relations de personne à personne). Il ne s'agit pas d'en revenir à un système (inter)personnel contraire à l'intérêt des plus faibles. Nous épousons totalement le point de vue de Jean-Louis Sagot-Duvaurox qui fait de la gratuité la réponse à la conquête de l'être par l'avoir, bref une frontière à l'empire-marchand (De la gratuité, DDB). Le philosophe y voit une façon (la façon ?) de compenser l'effondrement des grands systèmes de pensée en rappelant que non seulement la gratuité est une nostalgie de poète mais qu'elle existe et reste beaucoup plus forte et tenace qu'on le dit. Ce combat pour de nouvelles gratuités permettra de rendre conscient ce qui est inconscient ou refoulé, bref de participer au travail de re-subjectiviser des humains.

Qu'est-ce que l'usage ? Qu'est-ce que le mésusage ?

La question de la définition de l'usage et du mésusage est décisive. Cette définition ne peut être ni objective ni moraliste. Il revient aux citoyens et à leurs représentants de se prononcer. L'usage est ce que la société reconnaît provisoirement comme tel. Le bon usage d'aujourd'hui peut devenir le mésusage de demain. Ce jugement dépend des rapports de force, des choix politiques, de l'état de la planète, de celui des ressources, des capacités technologiques, etc. Ce choix ne serait pas sans effet sur la vie politique. Gageons qu'un mouvement politique qui inscrirait à son programme la recherche de la définition collective de l'usage et du mésusage donc celle des biens (semi)gratuits et des tarifs progressifs (selon les usages) bousculerait le jeu politique et provoquerait un réveil des consciences. Les tenants de cette thèse misent sur une forte mobilisation politique qui fonctionnerait de façon pédagogique par la pratique du dissensus car elle ferait apparaître clairement les oppositions d'intérêts entre milieux sociaux. Les représentants du peuple renoueraient aussi avec de vrais débats et recouvreraient probablement une part importante de leur légitimité et pouvoir accaparés par l'économie. Ce questionnement politique permettrait d'en finir avec tout fétichisme de l'Etat et permettrait de voir en lui une condensation de rapports de force qui en ferait un tissu de relations sociales sur lequel agir.

Par quelle gratuité commencer ?

Sans aucun doute par la défense des gratuités existantes. Pensons aux services publics mais songeons aussi au travail effectué par les associations notamment dans les cités. Pourquoi ne pas inventer de nouveaux modes de gestion plus participatifs afin que les usagers retrouvent la maîtrise de leurs usages et soient capables de réorienter les biens qu'ils fabriquent et reçoivent ? Pourquoi ne pas doter les associations d'un statut leur permettant de développer la fabrication de l'humain au moment même où les sociologues parlent de désaffiliation rampante ? Ensuite nous pouvons envisager d'étendre la sphère de la (quasi)gratuité. Ces débats ne sont en rien franco-français comme le prouvent les mobilisations en Afrique, en Asie, en Amérique latine et centrale autour de la gestion des « biens communs » (eau notamment). Il ne nous appartient pas de dire par quoi commencer mais aucune réforme n'est envisageable sans prise de pouvoir institutionnel ni sans ancrage dans la population.

« le renchérissement du mésusage ».

La gratuité de l'usage ne peut exister ontologiquement (pas seulement économiquement) sans la cherté du mésusage. Ce sont les citoyens et leurs élus qui doivent définir ce qui relève du mésusage. Il s'agira aussi de légiférer sur les modalités concrètes du renchérissement du mésusage afin qu'il soit juste et efficace socialement, écologiquement et même humainement. Pourquoi ne pas envisager la gratuité jusqu'à un certain quota, puis au-delà prévoir une surtaxation ? Pourquoi ne pas imaginer des tarifs progressifs selon le niveau de consommation ou selon la nature du mésusage ? Pourquoi paierait-on le même prix le litre d'eau pour son ménage et pour remplir sa piscine privée ? Pourquoi payer l'essence le même prix pour se rendre au travail ou en vacances, pour transporter des marchandises ou des humains ? Pourquoi les impôts fonciers sont-ils les mêmes pour une résidence principale et une maison de campagne ? Ce principe peut être généralisé progressivement à l'ensemble des biens communs en même temps que la fiscalité resserrerait l'écart des revenus (et patrimoines).

Quelle culture de la gratuité ?

Il ne peut y avoir de société de la gratuité sans culture de la gratuité comme il n'existe pas de société marchande sans culture marchande. Nos adversaires le disent mieux que nous : John H. Exclusive est le « gourou » américain de la pensée « anti-gratuité » avec son ouvrage « Fuck them, they're pirates » (« Qu'ils aillent se faire foutre, se sont des pirates »). Il y explique que le piratage existe parce que les enfants sont habitués à l'école à recopier des citations d'auteurs, à se prêter des disques, à regarder des vidéos ensemble, à emprunter des livres dans les bibliothèques, etc. L'école (même américaine) ferait l'éducation à la gratuité.

Les milieux néo-conservateurs proposent donc de développer une politique dite de la « gratuité-zéro » qui serait la réponse du pouvoir aux difficultés des industries « culturelles » confrontées au développement des échanges gratuits, via les systèmes « peer-to-peer ».

La politique à promouvoir sera totalement à l'opposé et passera par la généralisation d'une culture de la (quasi)gratuité. Nous aurons besoin pour cela de nouvelles valeurs, de nouveaux rites, de nouveaux symboles, de nouvelles communications et technologies, etc. Puisque les objets médiatisent le rapport des humains à la nature, quel devra être le nouveau type d'objets permettant d'avancer vers la gratuité ? L'invention d'une culture de la gratuité sera donc un chantier considérable pour lequel nous avons besoin d'expérimenter des formules différentes.

On peut penser toutefois que l'école sera un relais essentiel pour développer cette culture et apprendre le métier d'humain et non plus celui de bon producteur et consommateur. Parions aussi que la gratuité ayant des racines collectives et individuelles plus profondes que la vénalité en cours, il ne faudrait pas très longtemps pour que raison et passion suivent...

Cette sécurisation des conditions matérielles d'existence (disons économiques) devrait permettre, selon les O/C de libérer les autres dimensions de la personnalité humaine. Cette révolution anthropologique passerait par une transformation du rapport au temps, à l'espace et à la nature. Face à la dictature de la vitesse et à la primauté du temps rapide sur les temps lents et des temps courts sur les temps longs, les O/C proposent d'inventer des prothèses techniques à ralentir (machines et techniques) comme le bridage des moteurs et des prothèses sociales (rituels) comme le « Mouvement slow food » ou le « Réseau international des villes lentes ». Face à la mondialisation, ils prônent la relocalisation en jouant sur la fiscalité et l'invention d'un nouveau territoire géopolitique capable de porter ce projet (la notion de « pays »). Face à une conception datée qui considère la nature comme un objet extérieur à dominer, ils entendent utiliser l'école pour promouvoir l'idée de la nature comme notre en-dehors.

Paul Ariès, La décroissance : un nouveau projet politique (Goliath, 2008)

Paul Ariès, No Conso (Goliath, 2007)

Paul Ariès, Le mésusage (parangon, 2006)